Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 35 (1998)
Heft: 1359

Artikel: Vers l'Europe sans faux calculs
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1010236

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP

Vers l'Europe sans faux calculs

L'AUGURE BÂLOIS A parlé. En l'occurrence l'Institut de recherche conjoncturelle (BAK), pour qui l'adhésion à l'Union européenne ne ferait aucun bien à l'économie suisse. Le BAK ajoute même que le refus de participer à l'Espace économique européen n'a pas prétérité notre industrie d'exportation.

Plus l'aboutissement des négociations bilatérales se fait proche, plus les groupes hostiles à une adhésion de la Suisse à l'Europe donnent de la voix pour nous dissuader de franchir le pas suivant. Les conservateurs nationalistes bien sûr, qui ont fait d'une conception mythique de l'indépendance helvétique leur fonds de commerce. Mais également les internationalistes du commerce et de la finance qui craignent comme la peste les règles sociales et fiscales de Bruxelles. Est-ce un hasard si le commanditaire de l'étude du BAK se nomme Tito Tettamenti, un familier de la haute voltige financière, opposant de vieille date à l'Union européenne et qui a fait campagne contre l'EEE?

Continuer d'observer et s'aligner bon gré mal gré; ou adhérer pour participer de plein droit et contribuer à façonner les règles communes

À l'issue des bilatérales, il faudra certes faire les comptes, peser les avantages et les inconvénients des accords péniblement mis sous toit dans les sept dossiers que nos partenaires ont consenti à ouvrir. Dans ce cadre, une démarche calculatrice se justifie, puisque nous attendons de ces accords qu'ils compensent tant soit peu le faux pas de décembre 1992.

Mais appliquée au scénario de l'adhésion, cette démarche devient mesquine et dangereuse. Au-delà de la liberté des échanges et de l'unification monétaire, l'Union européenne représente un projet politique, la volonté de créer les règles du vivre ensemble sur le continent. Des règles auxquelles la Suisse spectatrice peut de moins en moins se soustraire. Dès lors l'enjeu est simple: continuer d'observer et s'aligner bon gré mal gré; ou adhérer pour participer de plein droit et contribuer à façonner ces règles communes.

Cet enjeu, les calculs d'épiciers de nos comptables diplômés ne peuvent en rendre compte, eux qui ne pensent qu'intérêt à court terme. Et pourtant les désordres économiques et financiers actuels, facteur de régression sociale et de tensions, devraient éveiller leurs soupçons. N'est-ce pas précisément l'absence d'une indispensable discipline collective au niveau international qui les provoque?

Dans les turbulences d'un monde sans loi, la Suisse ne pourra longtemps tirer son épingle du jeu. Partenaire à part entière d'une Europe unie, elle collaborera à une œuvre de civilisation, aussi bien politique qu'économique et sociale. JD

JAA 1002 Lausanne
8 octobre 1998 – nº 1359
Hebdomadaire romand
Trente-cinquième année